

BANQUE CENTRALE DU CONGO



**Allocution prononcée par
Monsieur J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur de la Banque Centrale du
Congo à l'occasion de la clôture des travaux
entre l'Institution d'Emission et toutes les
Institutions de Micro Finance (IMF).**

Date : 26 février 2013
Heure : 19 h 00
Lieu : Salle Fête par Fête
Kinshasa / Gombe

FEVRIER 2013

CENTRAL BANK OF CONGO

Statement by Mr. JC. MASANGU MULONGO Governor of the Central Bank of Congo on the occasion of the closing ceremony between the Institution Issue and all Micro Finance Institutions (MFIs)

Date:..February 26, 2013 Time: 19: 00 Venue: Festival Day by

Kinshasa / Gombe

February 2013

- **Madame la Présidente de l'Association Nationale des Institutions de Micro Finance, en sigle ANIMF,**
- **Monsieur le Président de l'Association Congolaise des Banques,**
- **Monsieur le Président de l'Association Professionnelle Coopératives d'Epargne et de Crédit,**
- **Mesdames et Messieurs les Dirigeants des Institutions de Micro Finance,**
- **Mesdames et Messieurs les Partenaires au Développement,**
- **Mesdames et Messieurs en vos qualités respectives,**
- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

C'est pour moi un réel plaisir de me retrouver avec les Institutions de Micro Finance de la République dans le cadre des premiers travaux du secteur.

C'est ici l'occasion également pour moi de souhaiter la bienvenue à Kinshasa aux délégués des provinces. Votre présence témoigne de l'intérêt et du dévouement que vous accordez dans l'amélioration de l'offre des services financiers aux populations exclues du système bancaire classique.

Avant de me pencher sur les travaux qui vous ont réuni pendant deux jours, permettez-moi de rappeler les différents ateliers organisés par la Banque Centrale du Congo avec les Institutions du Système Financier Décentralisé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi sur les Institutions de Micro Finance, loi qui vient d'ailleurs d'être promulguée.

Dans ce cadre et suivant la politique de l'Institut d'Emission, l'élaboration de ce projet de loi a été menée suivant un processus participatif et selon les meilleures pratiques du secteur.

Pour ce faire, plusieurs ateliers ont été organisés de la manière suivante :

- Du 25 au 27 mai 2009 : il a été organisé un séminaire de « Relecture juridique et sociologique » sur le secteur de la Micro Finance qui a permis aux participants de procéder à une étude comparée des législations phares en Afrique, en l'occurrence celles des zones de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de Madagascar et du Maroc ;
- Du 08 avril au 31 mai 2009 : un Comité dénommé Comité de Rédaction de la Loi, COMRED en sigle, composé d'experts internes et externes à la Banque Centrale, a procédé à la rédaction d'un avant-projet de loi à la lumière des conclusions du premier séminaire ;
- Du 15 au 17 juin 2009 : il a été organisé concomitamment des Ateliers Provinciaux dans trois pools (Kinshasa, Goma et Lubumbashi) afin de recueillir les préoccupations des acteurs des provinces ainsi que les propositions d'amendements du texte rédigé par le COMRED ;
- Du 9 au 10 juillet 2009 : un l'Atelier National de validation de l'Avant-projet de loi a été organisé à Kinshasa.

Au-delà des travaux sur le projet de loi, je citerai également l'atelier organisé du 22 au 24 mars 2012 à Kinshasa avec les Institutions du Système Financier Décentralisé sur la validation des projets des Instructions qui ont fait l'objet de vos travaux qui se clôturent ce jour.

Tous ces ateliers et séminaires constituent un processus de collaboration qui s'affine au fil d'années.

Ladies and Gentlemen,

It gives me great pleasure to be with the Micro Finance Institutions of the Republic as part of the early work in the sector.

This is also the opportunity for me to welcome in Kinshasa to provincial delegates. Your presence testifies to the interest and dedication you give to improving the supply of financial services to people excluded from the traditional banking system.

Before I turn to the work that has brought you together for two days, let me to recall the various workshops organized by the Central Bank of Congo with the Institutions of the Financial System Decentralized through the development of the bill on Micro Finance Institutions, law that has just been proclaimed to be.

In this framework and following the policy of the Bank of Issue, the development of this bill was conducted in a participatory process and according to industry best practices follows.:

to do this, several workshops were organized as

- From 25 to 27 May 2009 it was held a seminar "legal and sociological Replay" on the Microfinance sector that enabled participants to conduct a comparative study of the flagship legislation in Africa, namely those areas of the Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC), the Economic and Monetary Union of West Africa (UEMOA), Madagascar and Morocco;
- From 08 April to 31 May 2009 a committee called Committee Drafting of the Act, COMRED acronym composed of internal and external experts to the Central Bank, proceeded with the drafting of a draft law in light of the conclusions of the first seminar,
- From 15 to 17 June 2009 He was held concurrently the Provincial Workshops in three pools (Kinshasa, Goma and Lubumbashi) to gather the concerns of the provinces of the actors and the text amendment proposals prepared by the COMRED;
- From 9 to 10 July 2009: a National Workshop for validating the proposed draft law was organized in Kinshasa.

In addition to the work on the bill, I will also mention the workshop held from 22 to 24 March 2012 in Kinshasa with the Institutions the Decentralized Financial System Validation Project Instructions which were the subject of your work up finishes so far.

All workshops and seminars are a collaborative process that is refined over years.

Madam President of the National Association of Micro Finance Institutions in ANIMF acronym,

President of the Congolese Association of Banks,

the President of the Professional Association of Savings and Credit Cooperatives,

Distinguished Leaders Micro Institutions Finance,

**Distinguished Development Partners,
Ladies and Gentlemen in your respective capacities,
Distinguished Guests,
2,**

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

S'agissant particulièrement de vos travaux, j'ai retenu que vous avez, pendant deux jours et sans relâche, passé en revue notamment :

- **primo**, les différents textes réglementaires édictés par votre Institut d'Emission le 14 avril 2012 et le 10 janvier 2013. Il s'agit des instructions relatives aux normes prudentielles, à la classification et au provisionnement des crédits, aux indicateurs de performance, au financement des immobilisations, à l'utilisation du Plan Comptable des Coopératives d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Micro Finance (PCCI), à la gouvernance, au contrôle interne et à la transmission des situations périodes. La dernière instruction du 10 janvier 2013 fixe le ticket d'entrée à la profession, soit le capital minimum requis ;
- **secundo**, les divers projets intégrés en cours au sein de la Banque Centrale. Je citerai la modernisation du Système National de Paiement et de la Centrale des Risques, l'étude sur la protection du consommateur commandée auprès du CGAP et celle sur la mise en place d'un fonds de garantie de dépôts et enfin la migration vers les normes IFRS ;
- **et tertio**, les différents problèmes auxquels la profession fait face, dont notamment l'application de la TVA après la promulgation de la loi rectificative sur la TVA ayant consacré la non application de ladite taxe pour les clients des IMF, à l'instar des membres des Coopératives d'Epargne et de Crédit, les difficultés de réalisation des hypothèques, les tracasseries administratives, l'absence, voire l'insuffisance d'assistance technique et de financement de vos activités.

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Avant de me pencher sur le secteur de la microfinance de manière particulière, je voudrai vous présenter brièvement le secteur financier congolais à ce jour.

En effet, après la liquidation de 12 banques et 58 institutions de microfinance ayant rompus les équilibres fondamentaux en l'espace de quinze ans, c'est-à-dire de 1998 à 2013, le secteur financier continue à évoluer à la grande satisfaction de la Banque Centrale du Congo.

A fin décembre 2012, le secteur financier affichait les indicateurs suivants :

- 20 banques commerciales ;
- 133 Coopératives d'Epargne et de Crédit ;
- 24 Institutions de Micro Finance ;
- 278 points d'exploitation localisés au-delà des chefs-lieux des Provinces ;
- 4.014.692 comptes ouverts, dont 47,0 % détenus par les banques, 30,2 % par les sociétés de téléphonie mobile, communément appelées Mobile Banking et 22,8 % par les IMF et les Coopératives d'Epargne et de Crédit ;
- une hausse du volume des crédits de 30 %, s'établissant à USD 3.665 millions et du volume des dépôts de 33 %, se fixant à USD 2.637 millions ;
- un taux de bancarisation de 5,7 % en 2012 contre 2 % en 2011 ;
- 59 messageries financières ;
- 16 bureaux de change ;
- 3 établissements de monnaie électronique ;
- 3 institutions financières spécialisées, à savoir la SOFIDE, le FPI et le Fonds National de Microfinance.

Ladies and Gentlemen

Particularly concerning your work, I held you for two days and relentlessly past Review include:

- firstly, the various regulations issued by your Bank of Issue 14 April 2012 and 10 January 2013. These are instructions on prudential standards, classification and provisioning of credits, indicators performance, capital funding, use of the Chart of Accounts of Savings and Credit Cooperatives and Micro Finance Institutions (CICP), governance, internal control and transmission periods situations. The last statement of 10 January 2013 fixed the entry ticket to the profession, the minimum capital requirement;
- secondly, the various projects being built in the Central Bank. I will mention the modernization of the National Payment System and the Central Risk, Study on Consumer Protection ordered from CGAP and the one on the establishment of a deposit guarantee fund and finally migration to standards IFRS
- and thirdly, the different issues that the industry faces, including the application of VAT after the promulgation of the amended VAT Act having devoted the non-application of that charge to customers of MFIs to Like the members of Savings and Credit Cooperatives, the mortgage production problems, red tape, lack or insufficient technical assistance and funding of your activities.

Ladies and gentlemen,

Before addressing on the sector of microfinance in a special way, I want to briefly introduce the Congolese financial sector so far.

In fact, after the liquidation of 12 banks and 58 microfinance institutions have broken the fundamental balances in the space of fifteen years, that is to say from 1998 to 2013, the financial sector continues to evolve to the satisfaction of the Central Bank of Congobanks.

As of December 2012, the financial sector posted the following indicators:

- 20 commercial - 133 Savings and Credit Cooperatives; - 24 Micro Finance Institutions; - 278 operating points located beyond the capitals of the provinces; - 4,014,692 accounts opened, including 47.0% held by banks, 30.2% by mobile companies, commonly called Mobile Banking and 22.8% MFIs and Savings and Credit Cooperatives; - An increase in the volume of loans by 30%, reaching USD 3.665 million and theof

volume deposits by 33%, binding to USD 2,637,000; - A banking rate of 5.7% in 2012 against 2% in 2011; - 59 financial messaging; - 16 foreign exchange offices; - 3 electronic money institutions; 3 specialized financial institutions, namely SOFIDE, the FPI and the National Fund

-.Microfinance

Distinguished Guests,

Distinguished Guests,

Ce tableau a été rendu possible grâce aux efforts déployés par la Banque Centrale aussi bien sur le plan de l'amélioration du cadre légal et réglementaire, du renforcement des capacités que de la surveillance continue, de l'implication des acteurs du secteur financier et des interventions des partenaires au développement au travers des appuis technique et financier.

De manière isolée, les indicateurs du secteur de la microfinance sont encourageants et méritent d'être relevés. Il a été noté :

- un accroissement du nombre d'institutions du secteur de la microfinance ;
- une augmentation du total bilantaire de l'ensemble du secteur ;
- une hausse du volume global des crédits octroyés par les Institutions du Système Financier Décentralisé ;
- un accroissement du volume global des dépôts collectés;
- un accroissement du nombre de comptes ouverts dans le secteur.

Cependant, en dépit des bonnes performances enregistrées par le secteur, la plupart des institutions du Système Financier Décentralisé demeurent peu ou pas rentables et non viables, caractérisées par l'absence ou l'insuffisance de capital et un manque criant de professionnalisme, les empêchant ainsi de jouer pleinement le rôle d'intermédiaire financier.

Or, le secteur de la microfinance permet d'avoir un impact social plus important si les institutions se rendent compte de leur rôle et contribution dans l'amélioration du bien-être social des plus démunis par l'offre des services financiers de manière pérenne et professionnelle.

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Pour ce qui est de ces premiers travaux avec toutes les IMF du pays, je vous indiquerai qu'en qualité d'Autorité de Régulation et de Contrôle, la Banque Centrale a la lourde charge de s'assurer de la solidité du système financier de manière générale, base d'une économie florissante et d'une croissance à même d'améliorer le vécu quotidien de nos populations.

Cette exigence et responsabilité expliquent la publication des textes réglementaires qui ont fait l'objet de vos travaux.

Pour rappel, la solidité financière repose principalement sur un bon niveau du capital minimum ou des fonds propres de base indispensables pour faire face aux risques de liquidité et de solvabilité. Par ailleurs, le capital minimum requis constitue un gage de l'activité d'une institution financière pour les tiers et principalement pour les créanciers.

C'est pourquoi, à l'instar d'autres autorités de régulation du système financier à travers le monde, la Banque Centrale a été amenée, dans le cadre de la consolidation du secteur de la microfinance, à revoir à la hausse le niveau du capital minimum qui est passé de l'équivalent en francs congolais de USD 100.000 à USD 350.000 à fin 2013 puis à 700.000 au 1^{er} janvier 2017 pour les Sociétés de Micro Finance et de l'équivalente en francs congolais de USD 15.000 et USD 50.000 pour les Entreprises de Micro Finance de première et deuxième catégories à l'équivalent en Francs congolais à USD 100.000 et USD 350.000 respectivement.

Ce niveau de capital, j'en suis sûr, permettra à vos différentes institutions de contribuer efficacement au financement de l'économie, de rencontrer vos ambitieux projets de développement, notamment par le déploiement du réseau d'exploitation à travers le pays, l'acquisition d'un Système d'Information et de de Gestion performant e enfin le recrutement d'un personnel qualifié dans un environnement très concurrentiel.

This table was made possible through the efforts of the Central Bank both in terms of improving the legal and regulatory framework, capacity building as monitoring, the involvement of players in the financial sector and interventions of development partners through technical and financial support.

In isolation, the indicators of the sector Microfinance are encouraging and worth noting. It was noted:

- an increase in the number of microfinance institutions
- an increase in the total assets of the entire sector
- an increase in the overall volume of credits granted by the Institutions of the System

Decentralized Financial-

an increase in the overall volume of collected deposits.- increasing the number of accounts opened in the

sector, however, despite the good performance by the sector, most of the institutions of the Decentralised Financial System remain poorly or not profitable and not viable, characterized by the absence or inadequacy of capital and a glaring lack of professionalism, thus preventing them from fully play the role of financial intermediary.

However, the microfinance sector enables a greater social impact if institutions are aware of their role and contribution in improving the welfare of the poor by offering financial services in a sustainable and professional manner.

Ladies and Gentlemen,

In terms of this early work with all MFIs the country, I will show you that quality Regulatory Authority and Control, the Central Bank has the heavy burden of ensuring the soundness of the financial system in general, based on a thriving economy and a growth can improve the daily lives of our people.

This requirement and responsibility explain the publication of regulations that were the subject of your work.

As a reminder, the financial strength rests primarily on a good level of the minimum capital or core capital needed to deal with the risks of liquidity and solvency. Furthermore, the minimum capital requirement is a guarantee of the activity of a financial institution for third parties and mainly for creditors.

Therefore, like other financial system regulators around the world The Central Bank was brought as part of the consolidation of the microfinance sector, to revise upwards the minimum capital level increased from the equivalent in Congolese francs of USD 100,000 to USD 350,000 at the end of 2013 and 700,000 to 1 January 2017 for Micro Finance Companies and the equivalent in Congolese francs of USD 15,000 and USD 50,000 for

Companies of Micro Finance first and second categories in Congolese Francs equivalent to USD 100,000 and USD 350,000 respectively.

This level of capital, I am sure, allow your different institutions to contribute effectively to financing the economy, meet your ambitious development projects, including the deployment of the operating network across the country, the acquisition of an efficient management of information system and e finally the recruitment of qualified personnel in a competitive environment.

Distinguished Guests,

Par ailleurs, l'émergence des institutions efficaces, efficientes et professionnelles à même d'offrir des services financiers de qualité et de proximité passe notamment par un niveau conséquent de capital.

Les autres Instructions sur lesquelles je ne m'attarderai pas, ayant fait l'objet de vos travaux, sont autant importantes et indispensables pour assurer la pérennité de vos institutions et atteindre le professionnalisme tant souhaité pour l'amélioration de l'inclusion financière de notre pays.

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

S'agissant des projets en cours au sein de la Banque Centrale du Congo, il y a lieu de rappeler que nous évoluons dans un univers qui nécessite une adaptation continue en vue d'évoluer en phase avec les autres banques centrales aussi bien du continent que du reste du monde.

Repris dans le Plan Stratégique de la Banque Centrale, ces projets, importants et interconnectés, visent à :

- améliorer le règlement des transactions dans le pays, pour le projet de modernisation du Système National de Paiement ;
- résoudre le problème de surendettement en ce qui concerne la modernisation de la Centrale des Risques, en créant une même base de données pour toutes les institutions financières de l'ensemble du pays;
- éliminer l'asymétrie de l'information entre les institutions financières et leurs clients, améliorant de ce fait la confiance mutuelle ;
- renforcer la confiance du public dans les institutions financières du pays pour le fonds de garantie de dépôts,
- faciliter la comparabilité des informations financières tout en s'adaptant aux standards internationaux.

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

S'agissant des problèmes auxquels les Institutions de Micro Finance font face, j'en suis conscient et affirme que ce sont pratiquement les mêmes problèmes soulevés par la profession bancaire mais à des degrés différents.

A ce sujet, il est à noter que des efforts sont en cours pour juguler petit à petit les problèmes qui entravent le climat des affaires dans notre pays.

Je citerai par exemple l'adhésion de la République Démocratique du Congo à l'OHADA qui permet, à travers l'Acte Uniforme sur les sociétés, entre autres de faciliter les conditions d'obtention de la forme juridique de société anonyme à ce stade et la sécurité juridique aux investisseurs.

Moreover, the emergence of effective institutions, efficient and professional capable of to offer quality financial services and proximity notably through a substantial level of capital.

The other instructions which I will not dwell, who is the subject of your work are all important and essential to ensure the sustainability of your institutions and achieve professionalism as desired to improve financial inclusion in our country.

Ladies and Gentlemen,

With regard to ongoing projects within the Central Bank of Congo, it is appropriate to recall that we operate . in a world that requires continuous adaptation to evolve in line with other central banks as well as the continent of the world

Taken in the Strategic Plan of the Central Bank, these projects, important and interconnected, aim to:

- improve the settlement of transactions in the country, for the modernization of the National Payment System
- solve the debt problem regarding the modernization of the Central Credit, creating a single database for all institutions financial of the country
- eliminate the asymmetry of information between financial institutions and their customers, thereby enhancing mutual trust;
- strengthen public confidence in financial institutions of the country to thefund guaranteed deposits,
- facilitate comparability of financial information while adapting to standards international same.

Ladies and Gentlemen,

With regard to problems the Micro Finance Institutions are facing, I am aware and says that these are virtually the problems raised by the banking industry but at different degrees.

In this regard, it is noted that efforts are underway to gradually curb the problems hindering the business climate in our country.

One example is the adhesion Democratic Republic of Congo to OHADA which, through the Uniform Act on companies, among others to facilitate the conditions for obtaining the legal form of a limited company at this stage and legal security to investors.

Honoured Guests,

Distinguished Guests,

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

En ce qui concerne votre Association Nationale des Institution de Micro Finance, la Banque Centrale du Congo, en sa qualité d'Autorité monétaire, est particulièrement intéressée par cette question dans la mesure où une telle association serait, à l'instar de celle qui regroupe les banques commerciales, un interlocuteur privilégié pour un meilleur encadrement du secteur.

Par ailleurs, l'Association Nationale, dans la vision de la Banque Centrale du Congo, devra s'assigner comme mission la représentation des intérêts collectifs de leurs membres auprès des pouvoirs publics.

A cet effet, vous devez :

- établir des normes de pratique professionnelle et veiller, pour l'intérêt du public, à ce que les membres les respectent ;
- établir des critères stricts d'adhésion, d'expérience et d'exigences professionnelles ;
- vous doter des statuts qui prennent en compte les aspirations des uns et des autres et ceux des institutions de l'intérieur du pays ;
- vous doter d'un code de déontologie et d'une sévère autorégulation pour assurer la protection de la profession et garantir sa crédibilité.

Je suis convaincu qu'une association créée sur base des principes que je viens d'énumérer garantira le « savoir-être » et le « savoir-faire » de ses membres.

Nul n'est besoin de rappeler que la mise en place de cette association est une obligation légale et non facultative.

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs.**

Comme j'ai eu à le dire le 08 février 2013 lors de ma présentation des vœux de Nouvel an 2013 avec l'Association Congolaise des Banques, malgré tous les progrès réalisés, le taux de bancarisation reste faible. Mais ce taux peut être porté à 20-25 % endéans 2 ou 3 ans si nous poursuivons nos réformes et à condition que la banque de proximité, la microfinance cadre de l'élaboration du projet de loi sur les Institutions et le Mobile Banking tournent à plein régime.

Bien plus, je réaffirme que le secteur de la microfinance demeure donc l'une des grandes pistes pour l'amélioration de l'inclusion financière dans notre pays et le relèvement du bien-être social des populations exclues du système bancaire classique.

En ce qui concerne la Banque Centrale du Congo, je vous affirme l'engagement de l'Institut d'Emission, dans la phase de consolidation du secteur de la microfinance, d'accompagner les institutions qui fournissent des efforts pour respecter le cadre légal et réglementaire et améliorer leurs performances.

L'objectif de l'Institut d'Emission est d'amener les acteurs que vous êtes à vous professionnaliser de manière à jouer le rôle qu'on attend de vous en vue de contribuer ainsi à l'amélioration de l'inclusion financière d'ici 2016.

C'est ici l'occasion de vous le réaffirmer et vous lancer le défi. La balle est dans votre camp !

Ladies and Gentlemen,

As for your National Association of Micro Finance Institution, the Central Bank of Congo, as the monetary authority, is particularly interested in this issue to the extent that such an association would be , like which groups commercial banks, a focal point for better supervision of the sector.

In addition, National Association, in the view of the Central Bank of Congo, will have to assign a mission representation . collective interests of their members towards the public authorities

For this, you must:

- establish professional standards of practice and care for the public interest, that the members respect
- establish strict membership criteria , experience and professional requirements
- you endow the statutes which take into account the aspirations of each other and those institutions within the country;
- equip you with a code of ethics and a Severe self-regulation to ensure the protection of the profession and ensure its credibility.

I am convinced that an association created on the basis of the principles I have just outlined will ensure the "skills" and "know-how" of its members.

There is no need to recall that the establishment of this association is a legal obligation and not optional.

Ladies and gentlemen.

As I had to say 8 February 2013 during my presentation of the New year 2013 greeting with the Congolese Association of Banks, despite all the progress made, the banking rate remains low. But that rate may be increased to 20-25% within 2 or 3 years if we continue our reforms and provided retail banking, microfinance context of the preparation of the Bill on Institutions and mobile banking to turn full speed.

Moreover, I reaffirm that the microfinance sector therefore remains one of the major avenues for improving financial inclusion in our country and raising the social welfare of people excluded from the traditional banking system.

Regarding the Central Bank of Congo, I tell you the commitment of the Bank of Issue in the consolidation phase of the microfinance sector, to support the institutions that provide efforts to respect the legal framework and regulatory and improve their performance.

The objective of the Bank of Issue is to get players that you are more professional so you play the role expected of you to contribute to the improvement of financial inclusion by 2016.

This is an opportunity to reaffirm you and challenge you. The ball is in your court!

Distinguished Guests,

Distinguished Guests,

6.

- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs.**

J'ose croire que la franche collaboration entre la Banque Centrale du Congo et les Institutions de Micro Finance à travers votre Association augure des réunions périodes que je me propose d'avoir désormais à l'instar de ce qui se fait avec l'Association Congolaise des Banques.

Madame la Présidente de l'ANIMF, je voudrais vous assurer que les problèmes posés lors de vos travaux et rappelés ici trouveront solution dans le cadre de ce partenariat que nous réaffirmons ce jour.

Quant à l'avenir, je souhaiterai voir les institutions ici présentes :

- finaliser le processus de formalisation officielle de votre Association en soumettant vos statuts à l'approbation préalable de la Banque Centrale ;
- vous professionnaliser en améliorant votre gouvernance, en mettant l'accent sur la formation aussi bien de vos dirigeants que du personnel de manière à produire des états financiers fiables, sincères et dans le délai requis ;
- améliorer les produits offerts aux clients de manière à vous approcher un peu plus d'eux et de ceux situés dans l'arrière-pays. Je citerai les avancées technologiques qui permettent notamment de fournir des services par Mobile Banking, les cartes bancaires, les intermédiaires en opérations bancaires (IOB) et j'en passe ;
- mettre strictement en œuvre et conformément aux dispositions légales et réglementaires les enseignements tirés de vos deux jours de travaux.

Enfin, je saisis l'occasion pour vous souhaiter, à vous, à vos familles respectives et à l'ensemble des dirigeants et personnel de vos institutions, bien qu'en retard, une bonne et heureuse année 2013.

A ceux qui repartent, je souhaite un bon retour.

Aux dirigeants et cadres des Institutions de Micro Finance une restitution fidèle et complète des présents travaux.

Je vous remercie et vous souhaite un bon appétit.

=====

Ladies and Gentlemen

I would hope that the frank collaboration between the Central Bank of Congo and Micro Finance Institutions through your auspicious periods Association meetings I propose have become like what is done with the Congolese Banking Association.

Madam President of the ANIMF, I would make sure that the problems in your work and recalled here find solution within . this partnership we reaffirm today

to the future, I will wish to see the institutions present here:

- finalize the official formalization process of your Association by submitting your

articles to the prior approval of the Central Bank

- professionalize you improving your governance, with emphasis on the training of both your leaders and staff to produce reliable financial statements accurate and within the required time

- improve the products offered to customers so as to approach a little most of them and those located in the hinterland. I will mention the technological advances that include the ability to provide services by Mobile Banking, credit cards, banking intermediaries (BIO) and so on

- to strictly implement and in accordance with laws and regulations

lessons learned your two days of work.

Finally, I take this opportunity to wish you, to you, to your families and to all the leaders and staff of your institutions, although late, a happy New Year 2013.

To those who leave, I wish a good return.

To the leaders and cadres of Micro Finance Institutions a true and complete restitution of these works.

I thank you and wish you a good appetite.

=====

Distinguished Guests,